

Repenser la politique familiale

LES PROPOSITIONS

1. Instaurer une allocation significative dès le premier enfant.

Le surcoût économique du premier enfant conduit trop de familles à renoncer au second.

2. Supprimer le quotient familial pour les couples qui n'ont pas d'enfant.

Ce gain permettra de financer l'allocation dès le premier enfant. L'objectif des transferts horizontaux de la politique familiale étant bien de faire en sorte que les ménages pauvres avec enfants n'aient pas un niveau de vie inférieur aux ménages pauvres sans enfant. Et aussi que les ménages riches sans enfant paient plus d'impôts que les ménages riches avec enfants.

3. Indexer les prestations familiales sur l'inflation et les rendre imposables.

4. « Familialiser » la CSG, c'est-à-dire lui appliquer un quotient familial surtout si elle est fusionnée avec l'impôt sur le revenu et rendue progressive.



5. **Développer les modes de garde permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale**, notamment en simplifiant considérablement les procédures et les contraintes administratives de création et de fonctionnement des crèches municipales, parentales, associatives et d'entreprise.
6. **Innover dans la politique familiale du logement social** notamment en réservant des logements aux jeunes couples qui se constituent et non uniquement à ceux qui se séparent.
7. **Favoriser la mixité intergénérationnelle**, en mêlant dans l'habitat social des couples de jeunes retraités aux revenus modestes avec des familles monoparentales notamment afin de faciliter la garde des enfants.
8. **Libérer les logements sociaux** occupés par les retraités qui sont par ailleurs propriétaires d'une résidence secondaire.
9. **Généraliser les bourses d'internat** pour favoriser l'éducation des enfants issus des milieux les plus défavorisés, afin d'augmenter leurs chances d'acquisition des savoirs et du savoir-être indispensables à leur insertion dans la société.